



***LE DECRYPTAGE DE LA POLITIQUE DE PUISSANCE
ECONOMIQUE DE LA CHINE***

-

Que se cache t-il derrière le concept d'émergence pacifique ?

**Mémoire de géopolitique
du commissaire principal Richard Coussin
dans le cadre du séminaire
« Géopolitique et économie »**

Directeur : Monsieur Christian Harbulot
Directeur de l'école de guerre économique

12 Mars 2007

FICHE DOCUMENTAIRE

1. Le décryptage de la politique de puissance économique de la Chine
2. 2007_memoire_geop_decryptage chine_Coussin
3. Commissaire principal Richard Coussin, marine nationale
4. 12 mars 2007
5. Division A – groupe A2
6. Mémoire de géopolitique

7. La Chine voit son développement économique s'accélérer anormalement depuis une dizaine d'années. Cette enrichissement relatif exceptionnel n'est pas seulement du aux bienfaits de l'économie de marché et d'une mondialisation bien comprise. La Chine est par nature prédisposée à développer une politique de puissance économique, en particulier parce qu'elle est à la source des principes d'intelligence économique. Les effets de sa politique sont décuplés par le niveau visage du capitalisme mondial. Partout et dans tous les domaines, la République populaire utilise les règles du capitalisme pour augmenter sa puissance. Elle le fait à l'aide de concepts modernes qui tentent de rassurer le monde. Ainsi, l'ascension de la Chine se fait-elle subrepticement, avec l'aide de ses concurrents.

8. Chine ; stratégie d'influence ; puissance économique ; émergence pacifique ; relations Chine/Afrique ; investissement ; sécurité énergétique ; parti communiste chinois.

LE DECRYPTAGE DE LA POLITIQUE DE PUISSANCE ECONOMIQUE DE LA CHINE

-

Que se cache-t-il derrière le concept d'émergence pacifique ?

SOMMAIRE

PREMIÈRE PARTIE : POURQUOI LA CHINE EST-ELLE EN MESURE DE MENER UNE POLITIQUE DE PUISSANCE ET UTILISE L'ECONOMIE POUR CE FAIRE ?

Raisons objectives - Facteurs matériels

Raisons culturelles - Facteurs immatériels

Economie sociale de marché

DEUXIÈME PARTIE : QUELLE EST SA POLITIQUE D'ACROISSEMENT DE PUISSANCE ?

La politique industrielle

L'information économique

Les matières premières

L'Afrique

La politique économique régionale

L'Amérique latine

Les Etats-Unis

Le système financier international

Le commerce international

TROISIÈME PARTIE : COMMENT LA CHINE RASSURE T-ELLE LE RESTE DU MONDE ?

Le marché intérieur du travail et des biens

L'utilisation des théories libérales

Le concept d'émergence pacifique

Une fragilité économique bien utile

INTRODUCTION

La Chine du XXI^{ème} siècle va battre tous les records : économiques, sociaux et culturels. Nous sommes également en présence d'une nouvelle modélisation sociétale mondiale, appuyée par une histoire et une forte volonté politique. Car, on le rappelle volontiers à Pékin, la Chine a été pendant presque la totalité des dix huit premiers siècles de notre ère la principale puissance économique de la planète. Elle fut aussi pendant longtemps un des pays les plus avancés sur le plan technologique. Depuis le début du XIX^{ème} siècle, sous l'effet des guerres, des conquêtes, d'interventions étrangères et de politiques suicidaires, le dragon s'était endormi.

Le maintien d'une croissance économique exceptionnelle, obligatoire pour sa cohésion, est évidemment un élément majeur de la stratégie de la République populaire, ne serait-ce que pour l'accès aux matières premières ou l'approvisionnement énergétique dont cette croissance a précisément besoin pour se pérenniser. Ressort économique donc, mais ressort politique aussi : dans son environnement régional, dans ses relations avec les Etats-Unis, dans son implication croissante dans le continent Africain, à quelles motivations économiques et politiques correspond l'action internationale de la Chine ? Est-il légitime de percevoir la République populaire comme une menace commerciale ou, au contraire, la pérennisation de son développement économique n'est-il pas la meilleure garantie que la Chine veille à assurer une stabilité qui sert ses intérêts dans tous les domaines ?

Pour répondre à ces questions, il est important de s'interroger et de savoir décrypter la politique de puissance économique de la Chine. On entend par politique de puissance économique le fait de maintenir ou créer par des actions nationales coordonnées des conditions propres à favoriser une augmentation soutenue et supérieure aux autres pays de son produit intérieur brut (PIB) et de la productivité. Cette croissance assurera à la population concernée un niveau de vie en progression constante, et garantira un environnement économique sûr et dynamique, propice aux innovations, aux investissements intérieurs et étrangers.

La Chine est objectivement et subjectivement en pointe pour mener une politique de puissance économique et a même développé un nouveau concept intitulé « émergence pacifique » pour expliquer au monde sa propre vision des relations internationales intégrant une forte dominante économique et surtout un renoncement à la course aux armements. Elle mène de ce fait une politique de puissance économique très expansive et sur tous les fronts, tout en tentant de rassurer l'occident, manipulant tous les ressorts de l'économie libérale pour justifier et pérenniser sa politique.

PREMIERE PARTIE : POURQUOI LA CHINE EST-ELLE EN MESURE DE MENER UNE POLITIQUE DE PUISSANCE ET UTILISE L'ECONOMIE POUR CE FAIRE ?

Dans le discours des dirigeants chinois, on ressent que la Chine ne se laissera pas bernier comme l'ex-URSS et ne se lancera pas dans une course aux armements et à la technologie avec les Etats-Unis car elle la sait perdue d'avance. La Chine utilisera donc d'autres moyens pour affirmer sa puissance, les moyens que lui donnent une économie libérale mondialisée, globalisée depuis les années 80 et le réveil des théories néoclassiques. C'est dans sa nature de vaincre l'adversaire sans combattre, de jouer avec le temps, de rassurer ses concurrents.

11. RAISONS OBJECTIVES

En premier lieu, les éléments matériels observés permettent de prendre la mesure de la puissance de cette nation. L'espace, la population, les ressources humaines et minérales, le contexte national et international, l'existence d'une instance de coordination unique s'associent pour créer toutes les conditions favorables à une politique de puissance économique.

111. Un contexte national doté d'indéniables prédispositions

Le grand bond économique vers l'avenir est en marche et les constats de cumul de ce gigantisme ne manquent pas. La première population mondiale de 1.3 milliard d'habitants, un espace et un marché national gigantesque, un empire globalisé invisible et pacifique aux quatre coins du monde, des stratégies de réussite transnationale, des réseaux communautaires efficaces, une croissance annuelle prodigieuse de plus de 10%, des partenariats multiples internationaux, des relais de croissance à l'étranger, un pays politiquement stable, un peuple dynamique, une main d'œuvre abondante et bon marché, des marchés géants et des méga usines qui revêtent les habits de la modernité, une recherche de pointe appuyée par des techniques élaborées, des étudiants et des travailleurs de mieux en mieux formés. Surtout, être numéro un mondial, tous les industriels chinois en rêvent. L'ampleur d'une main d'œuvre bon marché, dont les salaires n'augmentent pas ou très peu, est l'atout phare de la Chine, d'autant qu'il se couple à l'absence de syndicats.

Le salaire d'un français permet de faire travailler trente chinois. L'Etat de droit n'est encore qu'embryonnaire et les contre pouvoirs quasi inexistantes. La présence massive et autoritaire d'un Etat tout entier au service du capital, sous toutes ses formes rend cette stratégie de conquête très efficace. En outre, les Chinois épargnent une grosse part de leurs revenus (plus fort taux d'épargne dans le monde), ce qui leur permet, tout en travaillant intensément, d'investir massivement (40 % de leur PIB) pour préparer l'avenir.

112. Un contexte international exceptionnellement favorable

Jamais dans l'histoire économique on n'a vu un pays aussi peuplé, (1,3 milliard d'habitants) connaître une croissance aussi forte (de l'ordre de 8 à 9 % par an) pendant une période aussi longue (25 ans). La Chine est la plus belle réussite de développement que le monde n'ait jamais connue. Le moment choisi pour ce décollage économique, quand le commerce mondial n'est quasi plus gêné par les barrières politiques, techniques et réglementaires est exceptionnel. La Chine a donc suivi en un quart de siècle le chemin que l'Angleterre avait mis un siècle à parcourir. Dans l'Empire du milieu, le scénario se déroule à grande vitesse¹. La croissance y est exceptionnellement forte, anormalement même si on se réfère à l'histoire des révolutions industrielles passées. Depuis 1978, le PIB par habitant y a été multiplié par deux une première fois au cours des neuf premières années (78/86), puis par deux une nouvelle fois pendant les neuf années suivantes (87/96). Un nouveau doublement est constaté sur la période 97/2006. Un seul pays avait réussi jusqu'alors à doubler son PIB une seule fois en neuf ans, le Japon entre 1960 et 1969. Il mettra ensuite vingt ans, de 1969 à 1990 pour renouveler sa performance. Les dirigeants chinois clament haut et fort leur volonté de continuer à ce rythme. Leur objectif est de multiplier par quatre leur PIB d'ici à 2020². Un objectif que la plupart des économistes chinois jugent raisonnable.

Depuis 2003, la Chine est devenue ainsi le premier pays destinataire des investissements directs à l'étranger (IDE), devant les Etats-Unis. Aucune grande firme mondiale ne peut se prétendre telle sans y être présente.

¹ Depuis la fameuse formule de Deng Xiaoping en 1979 adressé à son peuple « enrichissez-vous », la Chine s'est convertie au capitalisme, mais sous une forme nationale.

² In « l'économie en Chine », par Wang Menghui et autre, éditions China intercontinental press, novembre 2004.

12. RAISONS CULTURELLES

Plus encore, les raisons culturelles font de la Chine la nation moderne idéale pour mener une politique de puissance économique et profiter des conditions matérielles déjà exceptionnelles qui s'offrent à elle.

121. Cohésion nationale et rayonnement culturel

Portée par un nationalisme ombrageux, fruit de plusieurs traumatismes historiques (humiliations coloniales, agressions japonaises) la Chine estime avoir une revanche à prendre sur l'histoire, et ce sera une revanche économique. La Chine est attirée par l'Occident, mais sait garder ses valeurs. Elle se présente ainsi comme un contre modèle au modèle occidental. Si la politique de la Chine en Afrique est présentée comme essentiellement économique, les forums Chine-Afrique dont le dernier remonte à novembre 2006 semblent conserver un fond de prosélytisme chinois, à l'image de ce que déclarait le président Jiang Zeming au forum de 2000 : « il faut combattre ensemble l'hégémonisme et la domination occidentale afin d'établir un nouvel ordre mondial ». La Chine entend bien, via l'économie, prendre la place de ceux qui l'ont humiliée par le passé. La Chine est « tout simplement l'autre pôle de l'expérience humaine » disait Victor Segalen³.

122. Capacité d'influence

Les logiques de la culture chinoise en matière de stratégie et de négociation sont de mieux en mieux connues en Occident. Elles révèlent la cohérence d'un système et la richesse de ses ressources. Centré à l'origine sur le monde de l'entreprise, le concept d'intelligence économique s'applique maintenant aux territoires, aux villes et aux États.

L'intelligence économique est donc un ensemble de méthodes et d'outils, essentiellement informatiques, au service d'une stratégie. C'est également un état d'esprit qui tient compte du rôle et de l'importance de l'information, de son traitement et de sa diffusion dans une structure.

Dans le cas chinois, des facteurs culturels et religieux constituent un cadre qui peut sembler favorable au développement et à la mise en place d'un dispositif de l'intelligence économique.

L'approche chinoise de la médiation peut s'analyser selon deux axes. Le premier s'analyse à partir de la pensée stratégique en comparant les méthodes et les potentiels d'actions où

³ Essai sur l'exotisme

apparaissent des logiques différentes de la pensée occidentale. Le second axe s'organise autour des procédures de communication.

Sun Tzu est un maître aux principes simples, si simples qu'ils paraissent évidents et tiennent en peu de mots : vaincre sans combattre, importance du facteur moral et intellectuel, qualité de l'information, action des services secrets. Son ouvrage comprend treize chapitres, par exemple «de l'engagement », «des propositions de la victoire et de la défaite », «de l'affrontement direct et indirect », «de la concorde et de la discorde », etc.

Selon Sun Tzu, la stratégie est indirecte, c'est-à-dire qu'elle utilise tous les facteurs susceptibles de contribuer à un résultat positif et chacun des protagonistes est libre d'utiliser ses moyens dans un système complexe, mobile et gradué autorisant la multiplication de niveaux d'interventions. Ainsi, un conflit peut se dérouler à la fois sur le plan commercial, politique et diplomatique dans un jeu de coalitions. Il met en jeu toutes les dimensions, de la communication à la manipulation, dans une action orientée «pour» obtenir un avantage et non «contre » un adversaire, ce qui revient à la recherche d'un gain dans une situation non frontale.

Ces dimensions s'apparentent aux méthodes de l'intelligence économique puisque c'est la combinaison de facteurs de différents domaines qui permet la réussite d'une stratégie. Sun Tzu consacre d'ailleurs un chapitre entier sur l'utilisation des agents secrets comme éléments déterminants : la qualité de l'information passe par le renseignement et sa maîtrise évite bien des batailles, voire assure une victoire. La pensée chinoise ne donne pas à l'espionnage un sens négatif comme parfois, en Occident, car elle y voit une pratique naturelle de communication en vue d'obtenir un résultat favorable.

Dans cette optique, la culture chinoise développe un point de vue sur l'information et la communication bien différent de celui de l'Occident. La Chine tente d'organiser la situation le plus en amont possible, de manière à favoriser le processus par une action cachée, considérée comme efficace parce qu'invisible. Ceci repose sur une conception du temps qui, selon la tradition agricole puis taoïste qui en dérive, est un «temps-occasion », un «moment favorable » pour agir, voire un temps qui détermine le succès.

En intelligence économique, la question du moment est essentielle, car la pression de la compétitivité et les impératifs d'une information disponible ou non, donne à celui qui sait saisir le bon moment certains avantages.

Il est symptomatique, par exemple, que les chinois choisissent février 2007 pour annoncer le lancement de satellites concurrençant le système Galileo, à la grande stupéfaction des Européens, à l'heure où de nombreuses questions se posent sur l'avenir de ce concept⁴.

L'idéal de la stratégie indirecte consiste à parer les menaces avant le plein déploiement de ces dernières et renvoi à deux notions clés, souvent mises en avant chez Sun Tzu. La première est de vaincre sans combattre, la plus belle des victoires : il s'agit d'atteindre l'adversaire avant l'affrontement, de le pousser à abandonner ou à renoncer au conflit. La deuxième notion revient à se mouvoir dans les situations en épousant les formes, comme l'eau s'adapte à la configuration du sol.

La ruse utilise l'espionnage, la désinformation, la guerre psychologique et les pressions économiques ou politiques. En Chine, elle est au cœur du système et ne contient pas de connotation négative, situation qui peut se lire comme la contrepartie à l'absence de notion de péché dans la pensée chinoise. Il est donc normal de l'utiliser. On retrouve ici le traitement de l'information en amont afin de vaincre au mieux et au moindre coût.

Il s'agit de connaître les modes de pensées de l'adversaire, de se représenter les choses de son point de vue afin de prévoir son comportement. Ceci permet de communiquer avec lui pour agir sur son esprit et non sur ses forces. Au final, la ruse est non-action car elle remplace le mouvement des armées par les jeux de l'esprit et montre la place de la pensée dans le dispositif chinois.

De nombreuses autres tactiques existent : l'atteinte au moral, l'installation du doute, le fait de générer la confusion ou encore le laminage qui contribue à rabaisser les prétentions de l'autre partie. Dans nombre de ces tactiques on retrouve les logiques du jeu de Go, jeu national du Japon mais originaire de Chine. En effet dans ce jeu, les pièces indifférenciées poussent à respecter l'autre mais en même temps à le contraindre subtilement, car c'est le contrôle de zones d'influence sur un territoire qui détermine la victoire. La divergence des regards et des lieux de positionnement des pièces sur le plateau forme les facteurs décisifs de victoire ou de défaite. La rationalité est bien différente de l'affrontement programmé de deux armées, métaphorisé par les échecs, jeu emblématique de l'Occident.

L'un des principes de l'intelligence économique est d'occuper des positions et de contrôler des territoires et d'avoir une vue d'ensemble de son environnement, ceci même pour des éléments non encore reliés entre eux.

⁴ Le 6 février 2006, un article du Figaro relate « Nous avons appris la nouvelle du lancement par la presse », s'indignait récemment un responsable de la Direction transports de la Commission européenne, qui supervise le projet Galileo dont la Chine est un partenaire privilégié. « Le programme Beidou (nom du programme chinois ndlr) n'a pas été discuté de manière satisfaisante depuis l'accord de coopération signé en 2003, qu'il s'agisse de la compatibilité avec Galileo ou de l'accès au marché chinois qui doit rester non discriminatoire, explique un spécialiste de la Commission. Cela fait plus d'un an que nous demandons à Pékin de clarifier sa position. En vain ».

L'intelligence économique et son corollaire, le management des connaissances, considèrent ces pratiques comme essentielles, voire indispensables à la réussite de projets et d'une stratégie.

Tous ces principes de communication forment ainsi un ensemble cohérent encore en vigueur malgré les profondes et rapides évolutions de la société chinoise, notamment celles sur l'organisation du travail et sur les usages des technologies de l'information et de la communication. Les formes de la communication de la culture chinoise s'adaptent parfaitement aux usages et aux exigences de l'intelligence économique. A ce propos, nombre de succès économiques chinois tels la signature de grands contrats ou des transferts de technologie sont souvent commentés par la presse occidentale comme le résultat de l'application de ces principes.

Du côté de l'Etat, avec les ressources des Académies des Sciences et du MofCom, le ministère du commerce, le cadre politique est bien orienté. Le dirigisme de l'État assure globalement la cohésion et l'orientation de l'appareil de production en y associant une volonté de rattrapage technologique par rapport à l'Occident. L'Etat possède un projet politique clair et reste attentif à ses lacunes en tentant de les combler : auditions d'experts internationaux, adaptation du contrôle des opinions ou encore instrumentalisation des espaces internationaux comme le montre les développements économiques et politiques en direction de l'Afrique.

Sur le terrain, ces principes sont appliqués au travers d'une diplomatie complexe et sophistiquée. La Chine est passée maître dans l'art de mêler la menace aux concessions et promesses, reprenant la main très rapidement face à un adversaire déconcerté et souvent même ridiculisé, alternant avancées et reculades afin de dissuader d'éventuels adversaires de s'unir.

Ces avantages relatifs sont ici sublimés par l'existence du parti communiste chinois (PCC), grand coordonnateur.

123. L'économie sociale de marché ou la nécessité de piloter la croissance, les investissements, l'avenir de l'intelligence, dans une culture de combat commune à l'Etat et aux entreprises, visant une gestion stratégique de l'information.

Le passage de l'économie planifiée et fermée à une économie « mixte » est présenté comme progressive et parallèle à la croissance économique, nécessaire à la cohésion de la société. C'est surtout un instrument formidable au service de l'intelligence économique décrite précédemment. A défaut de continuer à appliquer son programme qui lui a valu la prise du pouvoir (« Révolution, justice, égalité »), le régime a permis, encadré et organisé l'expansion chinoise que l'on connaît. Les dirigeants communistes ont fait le choix de

développer l'atelier du monde plus que la productivité, à la différence du Japon d'après guerre. La Chine vit en état de guerre économique. L'objet affiché est la puissance et le maintien de l'oligarchie en place au pouvoir. Le pays vit en tension permanente, mais à la différence de l'Union Européenne, la Chine est régie par une volonté unique. Le rôle du PCC est essentiel pour assurer la cohésion interne. Chaque fois que la Chine s'est ouverte, elle s'est dé faite tel « un magma qui ne tient ensemble que s'il est clos par un corset d'acier ». Le relâchement du pouvoir communiste peut générer un déchaînement de forces incontrôlables. Les provinces maritimes en pleine expansion pourraient être tentées de s'émanciper, d'abandonner à leur sort les centaines de millions de paysans qui, au nom de la solidarité nationale, bénéficient de transferts financiers prélevés sur les régions riches. L'économie reste de fait encore dominée par le PCC. Si la Chine s'est convertie au marché, elle ne s'est pas pour autant rallié au libéralisme et demeure fidèle au concept d'économie sociale de marché. Ce qui signifie que l'Etat et les gouvernements locaux détiennent le capital de la moitié des entreprises chinoises.

Le PCC est ainsi la véritable « main invisible » du marché chinois. L'intervention du parti est déterminante à tous les niveaux :

- il maintient des salaires peu élevés (législation du travail, migrations, permis de résidence...),
- il pèse sur la compétitivité et la croissance chinoise en contrôlant le cours du yuan,
- il intervient sur les ingrédients des prix agricoles et industriels (fixation du prix des matières premières et des céréales), donc le niveau de vie des paysans,
- il ne lutte pas réellement contre l'irrespect de la propriété et du droit des marques,
- il intervient dans la gestion des grandes entreprises, ce qui est assez différent de la concurrence « franche et loyale » de l'UE,
- il contrôle les investissements à l'étranger et la sensibilité des technologies déployées,
- il contrôle éventuellement la loyauté des cadres étrangers travaillant en Chine.

La Chine est ainsi bien armée objectivement et culturellement pour affronter ses concurrents sur le terrain de l'économie selon des modalités extrêmement bien maîtrisées et adaptées au monde contemporain. Il reste donc à analyser comment la Chine met en pratique ses avantages relatifs.

DEUXIEME PARTIE : QUELLE EST LA POLITIQUE D'ACCROISSEMENT DE PUISSANCE DE LA CHINE ?

Objectivement, le PIB de la chine a dépassé celui de la France en 2005, dépassera celui de l'Allemagne en 2012 et celui des Etats-Unis en 2035. Pour ce faire, la Chine déploie toutes les armes du « soft power » défini par Joseph Nye comme « la capacité d'obtenir ce que l'on veut par l'attraction plus que par la coercition »⁵ et développe une gestion dans le domaine économique de tous les vecteurs d'accroissement de puissance. A travers les domaines de la capacité d'action (participation aux instances internationales, mesures efficaces et discrètes de rétorsion), de la crédibilité, de l'indépendance énergétique, de l'indépendance stratégique (industrie spatiale, acquisition hautes technologies) de la capacité d'influence culturelle (marché, influence des modes) et de l'avenir de l'intelligence (formation, étudiants), nous étudions ici une typologie en neuf points de la stratégie d'accroissement de puissance chinoise.

2.1. LA CHINE ET LA POLITIQUE INDUSTRIELLE

La Chine utilise l'immensité de son marché, les qualités de ses ressources humaines et une politique d'investissement intelligente pour rattraper son retard technologique sur les nations industrialisées.

211. Des montées en gamme rapides.

D'ores et déjà, alors que de nouveaux pays viennent concurrencer la Chine avec des coûts encore plus bas (Laos, Vietnam), la Chine commence à fabriquer des produits de plus en plus sophistiqués. La main d'œuvre est de plus en plus qualifiée et les laboratoires de plus en plus autonomes. Les chinois ne se contenteront pas des industries de main d'œuvre mais veulent s'imposer dans le high-tech et dans les services.

212. La domination des standards et des modes par l'importance du marché.

L'importance du marché chinois devrait à terme jouer sur les modes et les standards mondiaux. L'exemple de la téléphonie mobile est à cet égard exemplaire. La Chine a pris l'habitude de protéger son pays des standards étrangers. La Chine veut donc imposer sa propre norme troisième génération (3G) pour ne pas être complètement dépendante du savoir-faire étranger.

⁵ In «Soft Power, the Means to success in worlds politics».

Globalement, le TD-SCDMA chinois qui représente un standard pour les mobiles de troisième génération, alternatif aux technologies existantes en Europe, aux Etats-Unis et au Japon s'impose et commence à s'exporter. La Chine ne ferme pourtant pas la porte aux standards concurrents. Trois licences 3G - TD-SCDMA, W-CDMA et CDMA 2000 - devraient ainsi être accordées à des opérateurs locaux. Pour les télévisions numériques, le pays fait de même, érigeant une barrière commerciale entre les standards étrangers et son propre territoire. Il se fixera son propre standard, sans royalties à payer à des entreprises étrangères. Le standard en question adopte deux technologies développées par l'Université de Tsinghua et l'Université de Shanghai Jiaotong. La décision a été prise par l'Administration de la Standardisation chinoise, qui cherche clairement à favoriser les technologies « faites maison ». Le standard de diffusion de la télévision numérique chinoise est maintenant estampillé GB 20600-2006, ou plus clairement Digital Media Broadcasting Terrestrial (DMB-T). Ce standard national devrait entrer en vigueur en août 2007.

213. Le contrôle sur les technologies clefs.

Dans les domaines des télécommunications, du spatial, du thermonucléaire, de la biogénétique, la Chine tente de créer des champions nationaux. Il s'agit de placer le plus vite possible 50 poulains parmi les 500 plus grosses entreprises du monde. La Chine est ainsi devenue troisième producteur mondial des produits liés à la technologie des communications et de l'information (TIC) en 2000 et va prochainement accéder à la première place. Elle dispose d'un très grand potentiel humain qualifié en recherche et développement. Le montant des dépenses de R et D se rapproche du Japon par son montant selon l'OCDE. Le renforcement de l'innovation, des sciences et de la technologie a d'ailleurs constitué un point clef du plan quinquennal chinois 2001-2005.

214. Politiques d'investissements.

Les groupes chinois multiplient leurs investissements en Europe, aux Etats-Unis, en Afrique. Hair, le roi chinois des réfrigérateurs a investi des millions de dollars dans une usine en Caroline du sud. La société COSCO, numéro un des entreprises chinoises de transport maritime (25 millions de tonnes poids) est l'une des trois plus grande du monde. Cette présence active sur la scène internationale se fait avec des études de pointe, des moyens humains, des réseaux financiers, des technologies de pointe, une logistique poussée. Selon les estimations, révélées par le ministre du Commerce, les entreprises chinoises auraient accéléré, l'an dernier, leur stratégie d'expansion à l'étranger. Elles réalisent notamment d'importants investissements en Afrique et au Moyen-Orient dans le

secteur de l'énergie. Elles auraient, au total, investi, sur l'ensemble de l'année 2006, près de 16,1 milliards de dollars hors de leurs frontières. Ce volume représenterait, selon le gouvernement chinois, une hausse de 32 % par rapport à 2005. La montée en puissance chinoise s'illustre par une organisation sur deux fronts complémentaires : sous-traitance (fabrication de produits pour des firmes occidentales) et émergence de géants industriels partant à l'assaut des marchés mondiaux. Les délocalisations permettent des acquisitions de savoir-faire réutilisés pour la conquête des marchés. A l'instar du Japon, en son temps, les entreprises chinoises suivent le modèle « build, borrow and buy ». En d'autres termes, elles construisent des usines pour produire à bas coûts, empruntent ensuite des technologies via des joint-ventures, puis finissent par acheter des entreprises à l'étranger. Le Japon a franchi ces étapes successivement et en vingt-cinq ans. La Chine, elle, aura mené ces trois phases simultanément en dix ans à peine.

Dans un rapport récent, le groupe de conseil en stratégie Boston Consulting Group ne place pas moins de 44 groupes chinois parmi les 100 nouveaux "challengers globaux" en provenance des "pays en développement rapide", dont BYD Co., un gros fabricant de batteries qui se lance dans l'automobile⁶. Pressés, les groupes chinois privilégient l'acquisition d'actifs ou de sociétés existantes, selon qu'ils cherchent à sécuriser des approvisionnements en ressources naturelles, à acquérir un savoir-faire et une image de marque, ou à racheter un concurrent ou un fournisseur.

Principal indicateur de ce phénomène, l'investissement direct chinois à l'étranger est en hausse rapide : en 2005, il a atteint 12,3 milliards de dollars, soit un bond de 123 % par rapport à 2004. En 2006, il devrait osciller entre 15 et 20 milliards de dollars. La presse officielle chinoise évoque même un doublement ou un triplement du flux annuel sortant de "sino-dollars" d'ici à 2010.

Tel est l'objectif de la campagne «go global» initiée en 2003 et mise en oeuvre essentiellement dans les secteurs stratégiques partiellement fermés aux investisseurs étrangers - comme les télécommunications, l'armement ou l'énergie - par la Sasac (State Assets Supervision and Administration Commission). Cette agence d'Etat est chargée d'orchestrer la « mue des 161 entreprises qu'elle contrôle en 30 à 50 groupes compétitifs au niveau international et dotés de leurs propres droits de propriété intellectuelle et marques ». Cette évolution du discours officiel vient de se traduire par un relâchement des contrôles financiers que Pékin imposait jusque-là sur les capitaux sortants et qui limitaient à 5 mds \$ le montant annuel total d'investissements chinois à l'étranger. Le changement de cap est radical puisque le Ministère du Commerce veut voir les entreprises chinoises investir 60 mds \$ à l'extérieur du territoire en 2010.

⁶ «Organizing for global advantage in China, India and other rapidly developing economies» 2005.

22. LA CHINE ET L'INFORMATION ECONOMIQUE

La veille économique et la protection de l'information stratégique dans le domaine industriel ainsi que la collecte de l'information sont au cœur de la stratégie de puissance chinoise.

Dans le contexte de la Chine contemporaine, confrontée aux défis technologiques, le recueil de l'information de manière à accélérer la mise à niveau constitue un objectif stratégique prioritaire. Le recueil de l'information peut, en particulier, s'effectuer au moyen des transferts de technologie. La Chine tente ainsi de bénéficier de l'ambiguïté qui pèse sur les technologies duales qui dominent dans l'électronique et les télécommunications, tout en jouant de la force d'attraction que représente l'accès au marché chinois.

C'est dans cet objectif que la Chine populaire a décidé d'encourager les investisseurs étrangers à participer au développement de l'industrie de défense en Chine, en autorisant notamment la création de joint-ventures fondés sur des transferts de technologie de la part de la partie étrangère.

Parallèlement, les étudiants chinois peuplent désormais par dizaines de milliers les universités occidentales. La Chine a assoupli les conditions d'expatriation de manière à former dans les meilleures universités ses étudiants, s'appuyant sur le classement qui s'impose désormais dans le monde : celui de l'université de Shanghai. A l'heure actuelle, 140000 Chinois suivent un cursus dans les universités américaines, 70000 dans les universités européennes. Ce vivier est naturellement une source de recueil d'information.

23. LA CHINE ET LES MATIERES PREMIERES

Le géant chinois est devenu l'un des acteurs principal du marché mondial des matières premières, compte tenu de la quantité des besoins. La presque totalité de ces marchés ont vu leurs prix flamber à l'exception de ceux du café et du cacao qui n'intéressent justement pas la Chine. Or, le maintien du taux de croissance est lié à la continuité de l'approvisionnement en matières premières. La Chine met tout en œuvre pour les sécuriser.

231. L'exploitation et la rentabilisation des ressources nationales

Pour faire face à ses besoins cruciaux, la Chine pratique d'abord une politique d'exploitation maximale et de rentabilisation de ses ressources internes dans le but de limiter au maximum sa dépendance extérieure qui ne cesse cependant de croître. En parallèle et en complément, elle conduit une politique qui l'amène à explorer toutes les voies possibles de compensation et à s'engager, avec une authentique conviction, dans un programme élaboré de recherche et de développement sur les énergies nouvelles et les économies d'énergie.

Le charbon

Actuellement, le charbon est le seul domaine qui confère à la Chine une très large indépendance puisque ses réserves s'élèvent à plus de 115 milliards de tonnes. Un certain nombre d'applications concrètes telles que la gazéification et la liquéfaction du charbon commencent à voir le jour, technologie que la Chine a acquise et perfectionne au travers de ses contacts avec l'Afrique du sud : les sociétés Sasol et Eskom. Le 12 mars 2004, le gouvernement chinois a officiellement annoncé la création, à Shanghai, du premier centre de recherche et de liquéfaction du charbon, et la construction, en cours de finition, en Mongolie intérieure, du premier centre de production de carburant par liquéfaction du charbon.

Le gaz naturel

Sur le plan du gaz naturel, consommation et production intérieures s'équilibrent donnant, en fin de compte, à la Chine, un léger surplus. Mais elle a doré et déjà anticipé ses besoins futurs. C'est la raison pour laquelle, elle mène, vis à vis de l'extérieur, la même activité d'acquisition de gaz naturel que celle qu'elle conduit pour le pétrole. Actuellement quatre terminaux destinés à accueillir le gaz naturel liquéfié provenant d'Australie notamment sont en construction : trois le sont sous la responsabilité de la China National Oil Offshore Corporation (CNOOC) dans le Guangdong, le Zhejiang et le Fujian, et le quatrième, sous la responsabilité de China Petroleum and Chemical Corporation (SINOPEC), dans le Shandong.

Les projets de développement de l'énergie nucléaire

A la suite des pénuries d'électricité que la Chine a connues aux cours de l'été 2003, les autorités chinoises ont établi le constat de l'insuffisance de la capacité nationale à produire de l'énergie nucléaire. Celle-ci ne couvre aujourd'hui que 1,5% des besoins.

L'objectif est donc d'amener, d'ici à 2020, la part du nucléaire à 4% de la production d'énergie, ce qui correspondra à l'installation de 35 000 mégawatts et à la construction de 20 à 25 tranches. Dans le domaine du nucléaire, la Chine ne souffre pas d'un besoin d'apport extérieur en combustible. Avec 14 mines, ses ressources en uranium sont largement suffisantes pour répondre à sa consommation actuelle et envisager sereinement un développement ultérieur de l'énergie nucléaire. La Chine prévoit donc dans les prochaines années de construire deux grandes centrales atomiques par an.⁷

Les importations de savoir faire dans le domaine pétrolier

La Chine fait beaucoup appel à certaines compétences étrangères, notamment en exploration – exploitation pétrolière où elle connaît de nombreuses insuffisances dans certaines techniques. Par exemple l'exploitation des gisements qui arrivent en fin de rendement, l'exploitation des gisements situés dans des configurations géologiques complexes et celle des gisements offshore. Pour compenser ces lacunes, elle s'est engagée dans une politique de coopération internationale soutenue par des mesures incitatives aux investissements.

Le souci des Chinois reste cependant celui d'acquérir le plus rapidement possible la maturité technologique dans tous les domaines de l'exploitation pétrolière où ils se sentent encore faibles. C'est la raison pour laquelle, dès qu'ils maîtrisent une technologie nouvelle et s'estiment aptes à la développer ultérieurement par eux-mêmes, ils ne renouvellent pas les contrats de coopération. A titre d'illustration, CNOOC, qui a passé 150 accords et contrats avec 70 compagnies étrangères - celles-ci coopérant sur 35% des sites de la société chinoise - assure seule aujourd'hui 50% de sa production.

Les programmes de R&D sur les énergies

Pour limiter les effets de la facture et de la consommation énergétiques, les Chinois se sont aussi lancés, en parallèle avec d'autres axes d'efforts, dans une politique de recherche et de développement sur les énergies. Elle s'exprime dans plusieurs programmes:

Dans le « Programme National de Recherche et de Développement des Hautes Technologies », ou programme 863, parce qu'il a été décidé au mois de mars 1986 ; l'une des huit orientations fixées porte sur l'énergie. Le programme Torch (1988) comprend par ailleurs trois projets majeurs portant sur l'énergie. Il s'agit des énergies nouvelles, de la maîtrise des hautes énergies et des économies d'énergie.

⁷ Heinrich Kreft « la diplomatie chinoise de l'énergie » Politique étrangère 2/2006.

La création de réserves de carburants

Parmi les autres mesures décidées pour circonscrire les aléas d'une dépendance extérieure figure la création de réserves de carburants. En 2002, celles-ci ne permettaient que 15 jours de consommation nationale. En 2005, avec l'achèvement de 4 sites de stockage contiennent un total de 6 millions de tonnes de carburant, la Chine dispose de 35 jours de consommation. En 2010 ce chiffre pourrait être amené, selon certaines sources, à 70 ou 75 jours.

La recherche de gisements pétroliers en national et contentieux territoriaux

La Chine conduit une politique de recherche de nouveaux gisements en national, ce qui l'amène à soutenir vigoureusement un certain nombre de revendications territoriales sur sa périphérie, parfois très lointaine. Parmi celles-ci, figure la prétention à la possession d'une partie de la mer de Chine méridionale, et non pas seulement sur les quatre archipels qui la parsèment. Outre les autres aspects stratégiques que recouvre cette revendication, l'un de ceux pris en considération est celui de l'existence, dans ce bassin tertiaire, de réserves estimées, et non pas prouvées, de 17,7 milliards de tonnes d'hydrocarbures.

Hydroélectricité et efforts sur les énergies renouvelables

En parallèle des efforts compensatoires conduits pour couvrir le déficit pétrolier, la Chine a entrepris une politique d'exploitation maximale de son réseau hydrographique, comme en témoigne le pharaonique barrage des Trois gorges, mais aussi celle de la construction de barrages sur les cours d'eau himalayens, ces cours d'eau qui arrosent l'Asie du sud et l'Asie du sud-est (Birmanie et Indochine). Cette politique crée des problèmes de voisinage avec les pays riverains, spoliés dans leur approvisionnement naturel en eau, notamment pour leur agriculture. Enfin, la Chine vient de lancer un programme massif d'investissements avec l'adoption d'une loi sur les énergies renouvelables.

232. Les approvisionnements en pétrole.

Pour ce qui concerne ses approvisionnements en pétrole, la Chine est, depuis 1993, fortement dépendante de l'extérieur. En effet, ses réserves actuelles prouvées ne lui confèrent qu'une perspective de neuf ans de consommation. Certains grands champs pétrolifères, comme celui de Daqing, arrivent à épuisement. Pour faire face à des besoins de plus en plus impérieux, la Chine mène une politique agressive, tous azimuts et de toutes formules (droits d'exploitation, rachats de compagnies étrangères, rachats de parts, coopération, achats de concessions) destinée à conquérir une part de plus en plus

conséquence des ressources mondiales. Parallèlement à l'objectif quantitatif, il s'agit aussi de diversifier au maximum les sources d'approvisionnement, compte tenu de l'instabilité qui règne au Moyen-Orient dont elle dépend pour l'heure à 50%. La Chine compense partiellement le prix de ses importations par de l'armement. C'est le cas avec le Koweït, l'Egypte, l'Iran. En 2004, elle est devenue le deuxième consommateur mondial de pétrole, devançant d'une courte tête la Japon. Les dernières prévisions font état d'une multiplication par quatre vingt dix du nombre de véhicules en Chine de 1990 à 2010, provoquant une hausse tant désirée du niveau de vie, mais aussi de la demande de carburant par les consommateurs chinois. L'approvisionnement en pétrole est donc devenu le premier souci des dirigeants chinois. Depuis quelques années, la stratégie d'approvisionnement en ressources naturelles est pilotée en très haut lieu, notamment pour le pétrole : rien qu'en 2006, PetroChina (filiale à Hongkong de CNPC), Sinopec, CNOOC - les trois géants étatiques du pétrole - et la structure publique Citic ont annoncé pour plus de 10 milliards de dollars d'investissements à l'étranger, dont deux grosses acquisitions en Russie (Udmurtneft) et au Kazakhstan (via le rachat du canadien Nations Energy). Le besoin en pétrole est devenu tout aussi stratégique que pour les Etats-Unis. Ainsi, nous avons vu que la Chine a décidé de se constituer des stocks stratégiques en cas de rupture de l'approvisionnement, elle a aussi prévu de diversifier ses sources. Pas seulement au Moyen-Orient, mais aussi en Asie centrale, en Russie, en Afrique surtout. Dans cette course effrénée, la Chine se heurte au Japon (en particulier au sujet des pipelines russes), mais aussi aux européens (en Afrique) et aux Etats-Unis (Moyen-Orient et en Arabie Saoudite).

Chaque fois que cela est possible, les chinois acceptent de payer très cher des concessions. Les petits pays producteurs d'Afrique ou d'Amérique latine ne sont pas négligés, il n'y a pas de petits poissons dans la course aux barils.

233. Sécuriser les approvisionnements

Les ressources ainsi récupérées de haute lutte doivent aussi être acheminées sur le territoire en toute sécurité. La politique maritime de la Chine est donc orientée en priorité vers la sécurisation des flux d'importation et d'exportation. L'ensemble de la mer de Chine, le détroit de Taiwan et même les détroits d'Ormuz et de Malacca sont devenus vitaux. La Chine est très impliquée dans le développement du port stratégique en eaux profondes de Gwadar au Pakistan, de manière à s'assurer un accès à la mer d'Oman et une capacité de surveillance du golfe persique. La coopération avec la Birmanie permet de sécuriser les routes maritimes du détroit de Malacca.

La Chine déploie aussi des bases navales en Océan Indien (Bengladesh, Maldives) et muscle sa marine de guerre dont le tonnage est désormais 2.5 fois supérieur à celui de la marine française et devrait accéder d'ici 2008 au troisième rang mondial. Les programmes prévus concernent en outre une vingtaine de sous-marins classiques et une dizaine de frégates antiaériennes. Un porte-avions est même en projet.

Au total, la Chine connaît des besoins énormes en énergie. Elle tente de les couvrir en interne mais n'y parvient que très partiellement. Toute sa politique consiste donc à s'approprier la plus grande part du gâteau énergétique. Si l'on suit le raisonnement en matière de puissance économique, toute la politique de puissance chinoise est liée à l'énergie. Sans énergie, la croissance s'affaiblit, la cohésion sociale est menacée et à terme, la légitimité du régime est mise en cause et c'est toute la stabilité du pays qui peut souffrir.

24. LA CHINE ET L'AFRIQUE

La dimension politico-stratégique de l'intérêt chinois pour l'Afrique trouve à sa source un volet économique diversifié et d'importance croissante. Etablie de longue date dans les pays socialistes comme l'Angola ou l'Algérie, la Chine investie dorénavant sans pudeur les chasses gardées occidentales au Gabon, au Sénégal, au Nigeria, en Tanzanie. Partout, elle offre des prêts, construit des aéroports, des sièges de parlement, des liaisons ferroviaires, des ports ou des réseaux de téléphone mobile. En contrepartie, elle sécurise ses approvisionnements en matières premières (pétrole, minerais, bois). Depuis le début des années 2000, la Chine a développé une stratégie de prise d'intérêts et de marchés dans le domaine clé de l'énergie, mais aussi dans les minéraux, le bâtiment et les travaux publics (BTP) ou le marché des biens de consommation courante. Pour la Chine, l'Afrique présente le double intérêt d'être un réservoir de ressources et un vaste marché accessible aux produits chinois.

241. Etat des lieux

La Chine dispose aujourd'hui de délégations commerciales dans 49 pays du continent noir. Contrairement aux anciennes puissances coloniales, la Chine n'a pas de zones d'action privilégiées et choisit les opportunités de ressources, même incertaines, ou de marché, là où elles se présentent.

La part du continent africain dans les échanges de la République Populaire demeure très modérée (3 % en 2005). Ce chiffre correspond toutefois à la place de l'Afrique dans les échanges mondiaux - un peu plus de 2 % du total - mais ont connu une progression remarquable (+ 535 % depuis 1995) et la Chine est aujourd'hui le troisième partenaire

commercial de l'Afrique, derrière la France et les Etats-Unis. On retrouve pour ce commerce sino-africain un modèle traditionnel qui voit l'Afrique exporter de l'énergie et des matières premières (minerais, pierres précieuses, bois, coton, produits de la pêche) et importer des produits de consommation, des machines-outils et des produits textiles.

En revanche, alors que les importations pétrolières chinoises ont beaucoup augmenté depuis le début des années 2000, les échanges sont, à l'échelle du continent africain, équilibrés, ce qui n'était pas le cas auparavant. En 2005, les exportations chinoises en direction de l'Afrique se sont élevées à 15,25 milliards de dollars, les importations atteignant 16,92 milliards de dollars. Si l'on suit les résultats par pays, on voit pourtant que si un pays n'exporte pas de pétrole vers la Chine, les échanges sont alors très déséquilibrés.

242. Les importations chinoises

Le premier poste des importations chinoises – plus de 60 % du total – est occupé par le pétrole. Les importations en provenance d'Afrique représentent aujourd'hui 25 % des importations chinoises de pétrole et cette part tend à augmenter. Pékin importe du pétrole d'une dizaine de pays africains, et d'abord du Soudan (12 % des importations) et de l'Angola. L'importance du marché chinois est par ailleurs vitale pour ces derniers pays, puisque 60 % de la production pétrolière soudanaise et le quart de la production de l'Angola sont exportés en Chine. Les pays du golfe de Guinée voient leur importance s'accroître – Guinée équatoriale, Gabon – et le président Hu Jintao s'est rendu dans la région en 2004 pour développer les accords pétroliers avec le Cameroun ou le Nigeria, puis en 2006 pour y signer de nouveaux accords avec le Kenya et Nigeria. La Chine s'intéresse également aux matières premières et minerais qui nourrissent sa croissance, tels le cuivre, le nickel, le fer, la bauxite ou l'uranium (République centrafricaine). En 2004, 20 % de la production africaine de minerai était exportée vers la Chine. Cette dernière est également l'une des premières importatrices de bois africain et, là aussi, les sociétés chinoises se sont imposées sur des marchés traditionnellement tenus par les forestiers français.

Le marché chinois est donc vital pour les pays africains, qui entretiennent des relations privilégiées avec la Chine.

243. L'importance du marché africain pour la Chine

La Chine trouve en Afrique une adéquation entre des produits de consommation simples et très bon marché – boubous, couvertures, objets en plastique ou en tôle émaillée, jouets, matériel de bureau, motocyclettes, produits électriques pour la maison, etc. – et un pouvoir d'achat des consommateurs africains excluant les productions occidentales ou japonaises. La Chine fabrique aujourd'hui 12 % des produits manufacturés peu

sophistiqués dans le monde, et ce, essentiellement pour le marché extérieur. Cependant l'arrivée massive des produits chinois a un effet destructeur sur la production africaine qui se situe sur le même créneau, notamment dans le textile.

La République populaire apparaît aussi comme un nouveau concurrent dans des domaines plus sophistiqués tel celui des télécommunications ou même, à un niveau encore limité, de l'aviation civile. La Chine a ainsi fourni au Zimbabwe des avions de transport d'une cinquantaine de places Xinzhou 60, fabriqués à Xian. Elle est aussi très présente sur le marché des centrales électriques, de l'hydroélectricité et même des centrales nucléaires (Afrique du Sud).

244. Les investissements chinois en Afrique

La Chine possède un indéniable avantage de coût. Pour le développement des infrastructures, les entreprises occidentales et notamment françaises, dont les coûts sont supérieurs de plus de 50 % aux offres chinoises, ne peuvent être qu'évincées. Dans le bâtiment et les travaux publics, Pékin est présent quasiment partout, au travers notamment du Beijing Urban Construction Group, pour des projets relevant théoriquement de l'« aide » – la construction de stades, de bâtiments gouvernementaux, d'hôpitaux prestigieux, de résidences présidentielles, construction de routes et ponts, de voies ferrées ou de grands ouvrages hydrauliques, sur des projets d'infrastructure financés par les organisations internationales (Banque mondiale), ou encore pour des activités liées au tourisme (construction d'hôtels).

La Chine construit également des zones franches destinées à accueillir des entreprises chinoises comme par exemple dans l'industrie textile sur l'île Maurice

En ce qui concerne les produits miniers, les entreprises chinoises sont particulièrement présentes dans le secteur du cuivre et du cobalt, de l'aluminium. La Chine est également le premier investisseur au Zimbabwe, qui détient les deuxièmes réserves mondiales de ferrochrome, avec la société Bao Steel. Le secteur des télécommunications constitue un autre secteur prioritaire pour Pékin, au niveau civil comme au niveau militaire. Ainsi en RDC la société Congo-China Telecom, contrôlée à 51 % par la Chine, met-elle en place le réseau de communication Internet. Les entreprises chinoises ont investi massivement dans l'exploitation de terres agricoles, qui fonctionnent en complète autarcie, à travers la Corporation pour l'alimentation et les industries agroalimentaires de Chine, particulièrement dans des zones libérées par le retrait des anciens exploitants de terres réquisitionnées, comme au Zimbabwe ou en Tanzanie, au Rwanda ou en Afrique du Sud. La Chine contrôle aujourd'hui plus de 20 000 hectares de terres agricoles, réparties en une dizaine de centres de production. Les exploitations agricoles chinoises sont spécialisées

dans la culture du riz, dans les cultures maraîchères ou industrielles pour l'exportation. La Chine investit aussi lourdement dans les industries liées à la pêche et à l'aquaculture (crevettes), notamment au Mozambique et en Mauritanie, où plus de 1 000 résidents chinois sur 1 500 officiellement recensés travailleraient dans le secteur de la pêche.

Le continent africain apparaît donc comme un immense terrain d'exploitation pour un pouvoir chinois qui s'exerce à la globalisation selon ses propres termes. La stratégie de Pékin permet aux régimes les plus contestés de la région de reconstituer une économie de rente fondée sur l'exploitation massive des ressources naturelles, sans réel transfert de richesse ou de savoir-faire vers les populations locales. Il semble en outre que la migration de main d'œuvre suive le rythme de la pénétration des entreprises ; l'entreprise chinoise débarquant avec son chantier et sa main d'œuvre.

Au-delà des échanges commerciaux, l'Afrique apparaît comme une cible privilégiée des investissements chinois, une sorte de tremplin dans la stratégie de mondialisation des grandes entreprises chinoises encouragée par les autorités : en 2004 Hu Jintao déclarait d'ailleurs que la mondialisation constituait un axe prioritaire pour l'économie chinoise. L'Afrique présente une situation particulièrement favorable pour les investissements et les entreprises chinoises : bien souvent elles n'y rencontrent qu'une concurrence limitée du fait de la désaffection occidentale qui a suivi la fin de la guerre froide. Les coûts pratiqués par les entreprises chinoises et le fait que Pékin privilégie les zones « vides » où la sécurité, tant des investissements que des personnes, est mal assurée, facilitent considérablement l'offensive chinoise. La Chine prend des risques que les grandes entreprises occidentales ne peuvent assumer. Si elle est aujourd'hui la première cliente du Soudan pour le pétrole, c'est aussi parce que ce sont les entreprises chinoises qui ont construit l'industrie pétrolière soudanaise, de l'exploration au raffinage et au transport. La Chine bénéficie aussi, comme pour la mise en place des partenariats privilégiés, de son absence totale de conditions et d'exigence en matière de respect des règles de transparence ou de bonne gouvernance, contrairement aux programmes d'investissements contrôlés par les pays occidentaux.

Aux yeux de nombreux dirigeants et analystes africains, comparativement avec ceux des Etats-Unis et des pays occidentaux, les investissements asiatiques offrent des avantages notables dans la mesure où ils ne sont pas « conditionnés ». En effet, ses investissements ne sont pas contraints par les règles de transparence ou de bonnes gouvernances, souvent imposées par la Banque Mondiale et le Fonds Monétaire Internationale, deux organismes internationaux régulièrement pointés du doigt par les pays pauvres comme vecteur des intérêts des puissances occidentales.

Autre atout des investissements chinois mis en avant par ces mêmes acteurs africains, ils touchent des secteurs d'activités souvent négligés par les grands bailleurs de fond,

préférant financer des dépenses dans le domaine de la santé, de l'éducation au détriment de celui de l'industrie, des infrastructures et de l'agriculture dont le continent a pourtant tant besoin.

De ce fait, et même si sporadiquement des incidents sont signalés, de nombreux dirigeants africains semblent voir l'irruption de la Chine sur leur continent comme une chance économique, un espoir venant d'Orient⁸.

25. LA CHINE ET LA POLITIQUE ECONOMIQUE REGIONALE

Les relations économiques développées avec Taiwan sont destinées malgré des dissensions récurrentes à intégrer pacifiquement cette île sur le long terme. Les relations économiques la Chine avec le Japon sont aussi, malgré les blessures de l'histoire, une diplomatie du commerce puisque la Chine est devenue en 2004 le premier partenaire économique du Japon. Ce dernier s'est servi de la croissance chinoise pour sortir de dix années de crise économique. La Chine se développe aussi vers l'Asie centrale. Par l'intermédiaire de l'organisation de coopération de Shanghai (OCS), structure régionale créée en 1996 regroupant la Russie, la Chine et les républiques d'Asie centrale, les échanges économiques sont favorisés dans une région frontalière. En outre, les réserves de pétrole de la mer Caspienne sont également visées, avec la promotion d'oléoducs qui se heurte d'ailleurs à la stratégie russe.

La Chine a un également un besoin important de reconquérir ses « marches continentales » et manifeste un grand intérêt pour l'Asie centrale, mais aussi pour l'Asie du Sud. Il s'agit d'une part de conquérir de nouveaux marchés, d'autre part de désenclaver des provinces périphériques. En outre, certains gisements de matières premières sont particulièrement intéressants.

La Chine ne tourne pas sa politique de puissance uniquement vers la mer, mais aussi vers le continent.

26. LA CHINE ET L'AMERIQUE LATINE

Présente dès les années 60 en Afrique, la Chine n'a jamais exercé d'influence en Amérique latine. Pourtant, le commerce bilatéral des pays de la zone avec l'Empire ne cesse de croître et la présence financière de Pékin ne cesse de se conforter. La Chine obéit au mode d'action suivant : s'assurer un approvisionnement énergétique régulier en échange d'investissements puis renforcer sa coopération politique et militaire.

⁸ Diplomatie N°24- L'Afrique et la Chine de Christophe Perret. Février 2007

En 2003, plus du tiers des IDE de la Chine ont été ciblés en Amérique Latine et ont représenté l'essentiel des investissements hors d'Asie. Le secteur pétrolier est particulièrement privilégié en Colombie, au Mexique, en Equateur et au Pérou. Surtout, le Venezuela joue un rôle majeur car il détient les réserves les plus importantes du continent américain (6.5% des réserves mondiales). Son président Hugo Chavez, compte tenu de l'hostilité des Etats-Unis à son égard et de ses positions politiques, compte sur un partenariat avec la Chine.

27. LA CHINE ET LES ETATS-UNIS

En quelques années, les exportations chinoises vers les Etats-Unis ont connu une véritable explosion et se sont considérablement diversifiées. Dans les grandes surfaces américaines, le panier de la ménagère se remplit de plus en plus de produits importés de Chine, par l'intermédiaire des grandes enseignes de la distribution, telle Wal Mart.

Les achats chinois aux Etats-Unis n'ayant pas suivi, le déficit commercial s'est creusé, passant de 34 milliards en 95 à 124 milliards en 2003, 200 milliards en 2005⁹ et 232 milliards en 2006 (soit une augmentation de 15% en un an)¹⁰. La délocalisation est l'arme la plus redoutable contre l'hyper-puissance américaine organise sa désindustrialisation. On peut faire travailler trente chinois pour un salaire d'ouvrier de Caroline du Nord. Il est difficile pour les industriels américains de faire face. La suppression progressive de tous les quotas risque donc de tuer les secteurs les plus exposés comme le textile. En revanche, dans de nombreux secteurs, la Chine fonctionne encore comme un atelier de montage. La firme américaine conçoit le bien, réalise ou achète les pièces détachées et confie l'assemblage aux Chinois avant de reprendre à son compte le marketing et la commercialisation. La Chine a donc créé une véritable dépendance industrielle pour les Etats-Unis.

Au total, la Chine, en renforçant le consommateur américain excite davantage son appétit pour les produits étrangers et exacerbe l'une des faiblesses du système capitaliste, d'autant que le déséquilibre est aussi monétaire et financier, accentuant les défauts naturels de l'hyper-puissance.

Le protectionnisme américain est resté sous contrôle grâce à un engagement assez fort de l'administration Bush en faveur des frontières ouvertes¹¹. Les projets de taxation des

⁹ Rapport d'information du Sénat relatif à la mission en Chine 15 juin 2006

¹⁰ www.questionchine.net 22/02/2007

¹¹ Jacques Mistral in Politique étrangère 2/2006

importations chinoises sont repoussés par le Congrès. Les relations entre Pékin et Washington sont marquées par des excédents record.

En outre, les Etats-Unis et la Chine sont fortement concurrents sur le plan des matières premières et du pétrole en particulier. Or, si le mode de vie américain a un besoin vital et important de pétrole, il en est de même pour la Chine si elle souhaite, comme on l'a vu, poursuivre ses objectifs stratégiques.

28. LA CHINE ET LE SYSTEME FINANCIER INTERNATIONAL

La dépendance est également monétaire et financière. Les Chinois sont désormais en mesure de provoquer un effondrement du billet vert et une crise boursière sans précédent s'ils cédaient d'un coup tous leurs actifs en dollars. Les réserves en titres du trésor américains sont considérables, mais aussi en réserves de change (plus de 3000 milliards de dollars)¹². Ces réserves peuvent être utiles pour assurer la sécurité économique du pays en cas de problèmes sur les matières premières ou de crise monétaire du type thaïlandaise des années 90. Plus de 70 pourcents des placements se font en dollars. La banque de Chine est l'un des principaux porteur de bons du trésor américain. Le gouverneur de la banque de Chine est par exemple très influent dans la parité du couple dollar/euro. La Chine peut donc lourdement peser sur les grands équilibres de la planète. Pour l'instant, et dans son propre intérêt, elle se contente de financer l'économie américaine. La Chine pense également à diversifier ses formidables réserves monétaires, en créant par exemple une structure d'investissement international comme TEMA SEK Holdings à Singapour.

Dans ces conditions, la Chine se protège de tout, y compris des exigences de revalorisation de sa monnaie. Pourtant, les Etats-Unis estiment régulièrement qu'il est temps pour la Chine de quitter son système de change fixe et de réévaluer sa monnaie afin d'ajuster sa valeur aux réalités de la balance des paiements chinoise.

¹² Le Point 1^{er} mars 2007,p.78

29. LA CHINE ET LE COMMERCE INTERNATIONAL

Commerçants dans l'âme, professionnels de la négociation, les chinois sont sur ce terrain, imbattables. Ils utilisent les moyens réglementaires puisqu'ils sont membres de l'organisation mondiale du commerce (OMC) depuis 2000, mais aussi tous les moyens dont ils disposent pour conserver ou créer un avantage dans les échanges commerciaux.

291. Assurer la sécurité des flux

Il s'agit de contrôler les voies de communication de Taiwan, de la Corée et du Japon afin d'assurer la sécurité des approvisionnements, mais aussi des exportations, d'où le développement d'une marine puissante comme décrit précédemment. En outre, la Chine tente de s'assurer la gestion d'une grande partie des ports de commerce par le développement d'entreprises portuaires. La Hutchinson Whanpoa Limited (HWL) basée à Hong Kong emploie 150000 employés dans 40 pays. Cette entreprise assure déjà 10% du trafic mondial de conteneurs, en particulier dans des nœuds du commerce international : Rotterdam, Djakarta, Kwangyang en Corée du Sud, Panama.

292. Une inégalité devant le droit

Malgré son entrée dans l'OMC, la Chine est toujours la championne du viol des droits de propriété qui demeure forte. Le vice directeur de l'Administration de la propriété intellectuelle, M. Yan Xiahong le reconnaît publiquement : « malgré les efforts du gouvernement pour enrayer le piratage, la violation de la propriété intellectuelle est endémique ». La défense de l'exception chinoise -la copie serait une pratique courante depuis deux millénaires- est toujours mise en avant pour justifier ce pillage industriel et technologique. Aujourd'hui, la Chine fabrique 60% des faux produits de luxe et un tiers des contrefaçons saisies en Europe sont d'origine chinoise. Dans la culture chinoise, copier n'est pas voler et pirater une technologie n'est pas vraiment condamnable. Il semble que malgré les déclarations de bonnes intentions, la Chine, par sa force d'inertie et son opacité, cherche continuellement à s'affranchir des règles communes en la matière. Elle va sans doute jusqu'à promouvoir une vision chinoise du capitalisme.

Plus important encore, cinq ans après son adhésion à l'OMC, la Chine dose habilement son ouverture économique par un protectionnisme à peine dissimulé. Les groupes européens en sont conscients, et ils sont régulièrement défendus par Bruxelles dans les couloirs des

ministères chinois. Dans une étude publiée par la Commission européenne¹³, Peter Mandelson, le commissaire au Commerce, chiffre à 21,4 milliards d'euros par an le manque à gagner pour les entreprises européennes lié aux barrières non tarifaires érigées par Pékin. Il s'agit de l'application des réglementations au niveau local. « Depuis son adhésion à l'OMC, la Chine a fait des progrès (...) malgré tout, l'application au niveau provincial ne suit pas toujours l'esprit des engagements vis-à-vis de l'OMC », pointe ainsi l'étude. Ensuite, alors que le patriotisme économique fait des émules dans les rangs du pouvoir chinois, la préférence nationale gagne du terrain. Selon l'étude de Bruxelles, c'est le cas en matière d'équipements publics touchant les secteurs de la construction, de l'équipement et de l'industrie pharmaceutique. Dans certains cas, c'est vrai notamment dans l'automobile et les télécoms, la réglementation chinoise contraint les entreprises étrangères à s'associer avec un acteur local sous forme de société mixte (joint venture).

Dans tous les domaines, partout dans le monde, la Chine se met donc en avant pour profiter de ses avantages relatifs. Elle met en œuvre une réelle politique de puissance, coordonnée et intégrée, soutenue par la force de son marché intérieur.

¹³ «New China study sees huge opportunities for EU exporters of green technology, high value goods, business, services” UE Brussels, 19 February 2007».

TROISIEME PARTIE : COMMENT LA CHINE RASSURE T-ELLE LE RESTE DU MONDE ?

Forte de sa culture, de ses fondamentaux solides, la Chine ne pourrait pas mener aujourd'hui une politique de puissance trop visible qui heurterait de front ses concurrents. Elle ne veut à aucun prix qu'ils se liguent contre elle. Elle a donc entrepris d'utiliser à son profit les théories libérales du libre échange, des avantages comparatifs, se sert de son immense marché comme d'un levier puissant et a adopté le concept d'émergence pacifique. Ce concept résume à lui seul une stratégie de puissance appropriée par tout un peuple, propre à rassurer la planète.

31. LA CHINE ET SON IMMENSE MARCHÉ INTERIEUR DU TRAVAIL ET DES BIENS : UN MARCHÉ DE DUPES ?

Les américains dénoncent toutes les formes de dumping chinois : dumping monétaire avec une monnaie sous-évaluée, dumping social avec des conditions de travail inavouables, dumping financier avec des prêts très avantageux des banques d'Etat, dumping tout court avec des soupçons de vente à des prix inférieurs au prix de revient. S'il est difficile de démontrer ces thèses, on peut en revanche distinguer deux tendances pour le marché chinois.

D'un côté, la force de son marché permet de proposer un deal : « notre marché contre vos technologies ». L'effet de levier de son marché permet à la Chine d'avoir des exigences importantes pour des transferts de technologies.

D'un autre côté, ses salaires tardent à décoller, soumis à la pression de l'armée de réserve et au dirigisme. La compétitivité du pays repose sur la surexploitation de 200 millions de mindong, paysans migrants devenus ouvriers en ville. Les salaires des ouvriers dans l'industrie (10 à 30 fois moins qu'en Europe) ont peu bougé depuis 1980, à cause de l'afflux des migrants et de la volonté du PCC. L'avantage en termes de coût du travail va donc perdurer et favoriser les IDE encore longtemps.

32. L'UTILISATION DES THEORIE LIBERALES POUR DESTABILISER L'ADVERSAIRE

Certaines visions néolibérales nient la politique de puissance économique. Les avocats de la mondialisation « heureuse » voient dans l'accession de la Chine dans le club des grands pays développés une bonne nouvelle, sans conséquences néfastes sur le reste des membres. Ils voient ce pays comme débarrassant les nations industrielles des tâches les plus pénibles, des déchets les plus sordides, et offrant aux industriels de formidables débouchés, obligeant à innover toujours davantage, à inventer les moyens d'une vie plus saine, plus harmonieuse. Il semble nécessaire de se livrer à un petit florilège des argumentaires libéraux prônant la libre concurrence chez les entrepreneurs.

321. La créativité doit surpasser les stratégies de bas coûts.

L'argument assure que possédons des atouts spécifiques qui doivent nous permettre de relever avec succès le défi chinois. Notre économie a connu une autre déferlante au début des années 80, celle des produits japonais, et qu'elle a su la surmonter. Les économies occidentales étaient jugées, par les prévisionnistes et les journalistes économiques, comme les responsables de cette "invasion" japonaise : nos industriels produisaient des voitures ou des télévisions à des coûts supérieurs aux prix de vente des produits japonais. Pourtant, vingt ans après, Renault est le 1er actionnaire de Nissan, et c'est Carlos Ghosn qui a redressé ce fleuron de l'industrie japonaise.

Certes, le défi chinois risque d'être plus difficile à relever, notamment en raison de l'énorme réservoir de main d'oeuvre dont dispose la Chine et de la quantité de travail fourni par chaque travailleur. C'est de loin l'arme la plus redoutable de l'économie chinoise. Pour autant, notre économie et nos entreprises disposeraient aussi de nombreux avantages compétitifs.

La créativité des stratégies de nos entreprises surpasserait dans bien des cas celles de leurs homologues chinois. Ces derniers sont essentiellement focalisés sur la stratégie du coût le plus faible ; les gains de parts de marché étant obtenus en fabricant des produits standardisés à des prix de revient inférieurs aux nôtres grâce à la faiblesse du coût du travail et aux économies d'échelle. Les entreprises chinoises mettent également progressivement en oeuvre des stratégies de différenciation de leurs produits par une meilleure image de marque, au design et à l'innovation...

Malgré cela, les stratégies les plus innovantes seraient aujourd'hui poursuivies par des entreprises occidentales. Les stratégies d'intégration avec les clients permettent aux

entreprises françaises et occidentales de créer des liens forts et de devenir incontournables. Nous disposerions également d'autres moyens que la délocalisation de nos productions pour contrer les faibles coûts chinois. Les méthodes d'ingénierie, comme l'analyse fonctionnelle et l'analyse de la valeur, permettent en effet de remettre à plat l'architecture technique d'un produit et de réduire son prix de revient de 40 à 50 %, tout en améliorant ses performances. Mais c'est en premier lieu sur les services qu'il sera encore plus aisé de distancer les entreprises chinoises, en proposant des services complémentaires tellement performants et novateurs que les clients seraient prêts à payer un prix plus élevé. L'éloignement géographique de la Chine confèrerait en outre à nos entreprises un avantage compétitif de taille.

322. Considérer la Chine comme le premier client des économies occidentales

Pourquoi considérer la Chine uniquement comme un concurrent ? Ne représente-t-elle pas également un formidable marché et un réservoir de partenaires industriels ?

La Chine est en passe de devenir premier client de bien des économies occidentales. Les marchés potentiels ouverts par la future première économie mondiale sont gigantesques, si nos entreprises savent gérer les risques inhérents à ce pays. Et ce, d'autant plus que l'économie chinoise est relativement ouverte aux investissements directs étrangers.

Nos entreprises peuvent aussi s'allier à des entreprises chinoises afin de bénéficier de leur connaissance du marché et des pratiques d'affaires locales. La gestion de joint-ventures avec des partenaires chinois est chose difficile, mais il y a moyen de conclure des accords très profitables.

Ainsi, une vision purement libérale de l'économie nie toute politique de puissance économique et estime que les entreprises occidentales sont bien armées pour lutter contre leurs concurrentes chinoises. Mais ce sont bien des experts occidentaux qui diffusent ces analyses et démobilisent les citoyens sur le terrain de l'intelligence économique.

323. Les représailles

Les critiques émises à l'égard de la Chine lors des débats (vol de brevets, manipulations monétaires prédatrices, pratiques commerciales déloyales), ne résistent pas vraiment à l'épreuve du pouvoir car la Chine dispose d'armes de représailles et d'alliés puissants.

A commencer par les consommateurs de tous les pays occidentaux qui profitent des coûts très bas des productions chinoises sur toute une gamme de produits dont ils sont très

friands. Les grands distributeurs sont ainsi devenus des agents très actifs de la pénétration chinoise en occident.

Surtout, la chine est aussi le troisième importateur mondial et un débouché important pour certaines grandes industries (agroalimentaire par exemple) et occupe une place essentielle pour des industries telles que Airbus, Procter et Gamble, CocaCola, Motorola, producteur de soja... les dirigeants chinois savent qu'ils peuvent compter sur ces lobby de gros exportateurs pour la défense de leurs propres intérêts.

De plus, les chinois n'hésitent pas à placer les entreprises de nations différentes en concurrence pour faciliter la pression exercée. En conséquence, il ne peut plus y avoir de guerre commerciale active, juste un peu de gesticulation de part et d'autres.

33. Concept d'émergence pacifique : un concept qui résume la stratégie de puissance

La présentation officielle de la croissance chinoise est on ne peut plus politiquement correcte. Les Chinois estiment en effet depuis 1979 que la croissance a pour but de permettre à chacun de mener une vie relativement aisée, c'est-à-dire avoir de quoi manger, s'habiller, se loger. Le problème majeur identifié est celui du gigantisme et de la diversité du pays, avec ses déséquilibres en termes de développement et de population. Ainsi, la modernisation est effectuée par étapes et de façon méthodique.

Les résultats sont importants en termes de croissance, ce qui représente concrètement une avancée pour les populations : la fin de la situation de pénurie de marchandises.

« La Chine n'a pas l'intention de s'engager dans une course à l'armement ni d'être une menace militaire pour d'autres pays. La Chine est décidée à demeurer une force sûre pour la paix, la sécurité et la stabilité mondiales ».¹⁴

L'industrialisation du pays est présentée ainsi comme un décollage nécessaire et relativement harmonieux d'un pays agricole (28 % du PIB en 1978) vers un pays moyennement industrialisé.

La version officielle indique que l'économie chinoise a franchi une seconde étape de modernisation au début du XXI^{ème} siècle et entre donc dans sa troisième étape, qui devrait durer bien plus longtemps, c'est-à-dire 50 ans. Le développement de la société relativement aisée n'est pas terminé et il y a effectivement de gros déséquilibres internes et un niveau de vie moyen très en ça de celui des nations industrialisées. L'objectif affiché pour permettre d'atteindre le niveau de vie relativement aisé est un quadruplement du PIB d'ici 2020, mais uniquement à des fins sociales : permettre à la population de vivre mieux.

¹⁴ In dernier livre blanc sur la défense chinoise. Janvier 2007

La maîtrise des industries de pointe doit par conséquent permettre la modernisation du pays et le passage des paysans vers les villes. Le concept d'« émergence pacifique » doit être appréhendé dans le cadre stratégique précis de la Chine : une volonté de puissance encadrée par un pragmatisme qui lui impose de considérer avec lucidité sa posture stratégique. La Chine même si elle dispose de plus en plus d'atouts, est dans un rapport du faible au fort et adopte les stratégies qui en découlent logiquement. En effet, les nombreux problèmes internes auxquels elle fait face lui imposent de maintenir une croissance forte. Or, ce sont bien les échanges avec les Etats-Unis qui permettent cette croissance.

Le concept d'émergence pacifique a été avancé par Zheng Bijian, en octobre 2003, dans son discours intitulé « la nouvelle voie de l'émergence pacifique de la Chine et l'avenir de l'Asie ». Le 9 décembre 2003, le Premier ministre Wen Jiabao pendant une visite officielle aux Etats-Unis a prononcé un discours dans lequel il explique : « l'émergence de la Chine est une émergence pacifique, car elle se développe en s'appuyant sur ses propres forces. Sur le plan des relations extérieures, nous nous prononçons depuis toujours pour le développement d'une relation de coopération amicale avec les autres pays, que nous considérons toujours comme des frères et sœurs ». Il s'agit avant tout de s'occuper des propres affaires chinoises, et en particulier de maintenir le niveau de croissance. Il faut s'examiner sans cesse et corriger les erreurs au cours de la modernisation pour augmenter le niveau de vie moyen et le situer au niveau d'un pays industrialisé vers 2050.

En bref, l'émergence pacifique vise à promouvoir la paix, le développement et la coopération fondée sur une consultation et des négociations d'égal à égal. Il s'agit de se procurer un environnement international stable et pacifié favorable au développement économique. Encore insuffisamment développée, la Chine a besoin de paix et de stabilité pour poursuivre sa croissance économique et tirer les bénéfices d'un *statu quo*¹⁵. D'où sa prudence actuelle car elle s'estime pour l'instant trop faible, trop vulnérable, et pratique une sorte d'autolimitation dans une stratégie du faible au fort en mettant le temps de son côté. Elle préfère ainsi, sans dissimuler sa volonté de puissance, ancrer provisoirement ses relations extérieures dans le multilatéralisme. Poussé à l'extrême, le concept d'émergence pacifique peut aussi culpabiliser les puissances occidentales mal pensantes, qui s'opposeraient ainsi au développement pacifique du peuple chinois et de son niveau de vie global médiocre.

¹⁵ Wang Jisi « China's Search for Stability with America » Foreign affairs, oct. 2005

34. UNE ECONOMIE FRAGILE QUI, COMPTE TENU DES INTERDEPENDANCES DESORMAIS TRES FORTES, PEUT FAIRE ENTRER LA PLANETE EN CRISE.

L'économie chinoise reste fragile. C'est le point de vue des chinois eux-mêmes mais aussi des analystes économiques occidentaux. Surtout, le marché chinois a pris une telle importance dans l'économie mondiale que sa déstabilisation entraînerait une crise mondiale. En fait, plus personne n'a intérêt à déstabiliser la Chine.

La Chine est forte mais vulnérable : elle n'a jamais été aussi puissante dans son histoire contemporaine, mais sa prospérité économique risquerait une longue stagnation si elle devait par exemple correctement réévaluer sa monnaie tout comme le Japon a été forcé de le faire dans les années 90. La Chine est indépendante et dépendante : elle entrerait dans le chaos si son approvisionnement en pétrole brut était coupé, alors que Pékin dispose d'une grande liberté pour agir librement grâce à ses capacités nationales accrues.

Le développement économique et social doit faire face à des challenges importants : développement déséquilibré entre ville et campagne, transformation incomplète du modèle de croissance, système bancaire encore bancal, contradiction vive entre développement et social, environnement et exploitation des ressources, chômage, contradiction des intérêts au moment de la distribution des revenus, corruption.

La croissance rapide évoquée plus haut génère des déséquilibres et des ruptures. Les facteurs sont d'ordres politiques, économiques et sociaux.

Les risques d'ordre social sont constitués par l'exploitation de cette immense « armée de réserve » de main d'œuvre de plusieurs dizaines de millions de personnes prêtes à travailler pour un salaire de misère qui font peser une pression sur tous ceux disposant d'un travail. En outre, le creusement des inégalités devient très fort, à tel point que l'on peut se demander s'il existe une deux, trois, quatre Chines différentes. Entre la ville et la campagne, la côte Est et l'intérieur des terres, un secteur d'Etat en décrépitude et un secteur privé, l'économie locale et les secteurs financés par des capitaux étrangers. En outre, les déséquilibres avec le monde paysan sont un problème grave qui ne se résoudra pas avant de nombreuses années car la priorité va au développement des régions déjà piliers de la croissance. L'objectif n'est pas de réduire le déséquilibre mais d'éviter l'implosion en contrôlant l'évolution de ces écarts.

Les risques d'ordre économique sont présents dans la banque, l'immobilier ou la bourse. Les créances douteuses fragilisent les banques, la bulle immobilière touche les grandes villes comme Shanghai et les bourses pourraient ne pas représenter la réalité des santé financières des entreprises côtés mais un lieu de spéculation.

Surtout, devenu le plus grand marché du monde, la Chine pèse sur son état de santé. Un ralentissement brutal de l'activité aurait des effets immédiats partout. Ceci permet finalement d'éviter les chocs frontaux avec les concurrents les plus acerbes qui hésitent ainsi à déstabiliser l'économie chinoise.

La stratégie de puissance chinoise est ainsi masquée par une stratégie du faible au fort. L'utilisation de tous les leviers du capitalisme moderne (appât du gain, consommateur roi), le développement d'un concept pacifique de croissance et l'interdépendance créée placent la Chine à l'abri des critiques les plus vives.

CONCLUSION

Le concept d'émergence pacifique convient parfaitement à la Chine. Cette grande nation peut ainsi utiliser à son avantage, c'est quasi culturel, tous les ressorts de notre économie occidentale et ses dérives pour développer ses positions.

Il est possible que le libre-échangeisme d'aujourd'hui prépare non seulement le retour de la Chine à sa position dans l'économie mondiale qu'elle tenait il y a 200 ans, mais peut-être aussi son monopole international. C'est bien la dynamique économique occidentale qui accentue cette évolution. La logique du moindre coût à tout prix est devenue le critère unique du marché.

Une erreur serait de croire que les chinois accepteront une répartition mondiale du travail basée sur la spécialisation entre conception pour les occidentaux et production pour eux, entre activités à haute valeur ajoutée et activités industrielles polluantes. La Chine travaille à développer ses champions dans tous les secteurs et son indépendance énergétique, bien loin des préoccupations de l'Union Européenne, résolument opposée à une politique industrielle ou à une politique de puissance tout court.

Son excédent commercial croissant, ses progrès technologiques rapides et l'utilisation offensive de ses ressources la font apparaître de plus en plus comme un rival. Mais l'économie ne peut pas être considérée isolément. Les ambitions spatiales, la modernisation des forces armées vont désormais un peu au-delà de toutes les formes de « soft power » déployées jusqu'ici.

Il faut donc insister sur la prise de conscience de la stratégie de conquête économique d'une puissance afin d'identifier les risques encourus et, à terme, développer une stratégie concurrente.

Dans l'immédiat, il existe des domaines dans lesquels la vigilance est de mise.

La bonne gestion des transferts de technologies, la veille permanente sur le respect du droit commercial, la protection de l'information au sein des entreprises, la vigilance avec nos partenaires commerciaux traditionnels, voire la dénonciation de pratiques anticoncurrentielles sont autant d'impératifs que les démocraties occidentales doivent avoir le courage d'affronter.

BIBLIOGRAPHIE

- ARMITAGE Richard, *China, the Emerging Power*, Yomiuri Shimbun, 14 août 2005.
- ARTUS Patrick, *La Chine est-elle dangereuse ?*, Paris ; Cahier du cercle des économistes n°9, 2006.
- CHEN Yan., *L'éveil de la Chine*, Paris ; L'Aube, 2002.
- CHIENG André, *La pratique de la Chine*, Grasset, Paris, 2006
- EXPERTS INTERNATIONAUX, *Chine : la manufacture à l'ère de l'intelligence économique*, Paris ; L'art du management et de l'information n°19538, novembre 2005.
- FAYARD Pierre, *Comprendre et appliquer Sun Tzu*, Dunod, Paris 2004.
- GAMES Diana, *Chinese, the new economic imperialists in Africa*, Business Day, 21 février 2005.
- JIANG C.L., *Les relations de la Chine avec l'Afrique*, Monde Chinois N°8, 2006.
- KIRCHER François, *Les 36 stratagèmes, traité secret de stratégie chinoise*, Le Rocher, Paris, 2001.
- LAFARGUE François, *La Chine : Stratégie d'influence en Côte d'Ivoire*, Monde Chinois N°8, 2006.
- MENGHUI Wang et autres, *L'économie en Chine*, Pékin ; China Intercontinental Press, 2004.
- NIQUET Valérie, *La stratégie africaine de la Chine*, Politique étrangère 2/2006.
- PERRET Christophe, *L'Afrique et la Chine*, Diplomatie n°24, janvier 2007.
- PEYREFITTE Alain, *Quand la Chine s'éveillera... le monde tremblera*, Paris ; Fayard, 1973.
- SUN TZU, *L'art de la guerre*, Paris ; Flammarion, 1993.

TABLE DES MATIÈRES

INTRODUCTION	4
<u>I. POURQUOI LA CHINE EST-ELLE EN MESURE DE MENER UNE POLITIQUE</u>	5
<u>DE PUISSANCE ET UTILISE L'ECONOMIE POUR CE FAIRE ?</u>	
<u>11. Raisons objectives</u>	5
111. Un contexte national doté d'indéniables prédispositions	5
112. Un contexte international exceptionnellement favorable	6
<u>12. Raisons culturelles</u>	7
121. Cohésion notionale et rayonnement culturel	7
122. Capacité d'influence	7
123. L'économie sociale de marché	10
<u>II. QUELLE EST LA POLITIQUE D'ACROISSEMENT DE PUISSANCE DE LA</u>	
<u>CHINE ?</u>	12
<u>21. La Chine et la politique industrielle</u>	12
211. Des montées en gamme rapides	
212. La domination des standards et des modes	12
213. Le contrôle des technologies clefs	13
214. Les politiques d'investissements	13
<u>22. La Chine et l'information économique</u>	15
<u>23. La Chine et les matières premières</u>	15
231. L'exploitation et la rentabilisation des ressources nationales	16
232. Les approvisionnements en pétrole	18
233. Sécuriser les approvisionnements	19
<u>24. La Chine et l'Afrique</u>	20
241. Etat des lieux	20
242. Les importations chinoises	21
243. L'importance du marché africain pour la Chine	21
244. Les investissements chinois en Afrique	22

<u>25. La Chine et la politique économique régionale</u>	24
<u>26. La Chine et l'Amérique latine</u>	25
<u>27. La Chine et les Etats-Unis</u>	25
<u>28. La Chine et le système financier international</u>	26
<u>29. La Chine et le commerce international</u>	27
291. Assurer la sécurité des flux	27
292. Une inégalité devant le droit	27
<u>III. COMMENT LA CHINE RASSURE T-ELLE LE RESTE DU MONDE ?</u>	29
<u>31. La Chine et son immense marché intérieur du travail et des biens</u>	29
<u>32. L'utilisation des théories libérales pour déstabiliser l'adversaire</u>	29
321. La créativité doit surpasser les stratégies de bas coûts	31
322. Considérer la Chine comme le premier client des économies occidentales	32
323. Les représailles	32
<u>33. Le concept d'émergence pacifique : résumé de la stratégie de puissance</u>	32
<u>34. Une économie fragile</u>	33
 CONCLUSION	 36